

BUREAU « COMPTES ET PRÉVISIONS D'ENSEMBLE »

En 2006, les travaux du bureau « Comptes et prévisions d'ensemble » s'articuleront autour de plusieurs axes.

Le premier axe prolonge les travaux déjà engagés pour le passage en base 2000 des comptes de la santé et des comptes de la protection sociale. Il vise d'une part à créer une documentation méthodologique, ce qui servira notamment à l'élaboration des premiers éléments d'une base de données des comptes de la protection sociale, et d'autre part à réaliser une rétopolation des deux comptes en base 2000.

Le deuxième axe correspond aux travaux sur les minima sociaux avec notamment une refonte du modèle sur le RMI et une étude sur les trajectoires d'emploi et de chômage des bénéficiaires de minima sociaux.

Le troisième axe est constitué des travaux de modélisation et de prévision dans le domaine des dépenses d'assurance maladie ; une attention particulière sera portée aux indemnités journalières. Les autres aspects des dépenses seront également analysés dans la perspective des réunions du comité d'alerte sur l'évolution des dépenses d'assurance maladie.

Le quatrième axe consiste en des études sur l'impact des dépenses de santé, et des politiques visant à en infléchir l'évolution, sur l'équilibre macro-économique.

COMPTES ET ANALYSES DES DEPENSES DE SANTE ET DE PROTECTION SOCIALE

- **Comptes de la protection sociale**

Campagne des comptes de la protection sociale (en base 2000)

Élaboration des comptes en base 2000 :

compte définitif 2003 : janvier février 2006

compte semi-définitif 2004 : mars avril 2006,

comptes provisoires 2005 : mai juin 2006.

Élaboration des transferts en base 2000, pour transmission à la DGCP

transferts définitifs 2004: avril 2006.

transferts semi-définitifs 2005 : octobre 2006

Publications courantes :

Document de travail (octobre 2006)

Études et Résultats :

- les prestations de protection sociale en 2005 (septembre 2006)

- les comptes de la protection sociale en 2005 (octobre 2006)

- le compte social du handicap (premier et quatrième trimestres 2006)

Article dans le numéro de Solidarité Santé consacré aux revenus sociaux (décembre 2006)

France, portrait social (échéance juillet-août 2006, publication octobre 2006)

Fournitures de données :

Il sera répondu aux demandes habituelles de données sur les comptes de la protection sociale émanant des organismes suivants : DGTPE, DSS, Irdes (Eco-Santé OCDE), Cnaf, rapport annuel du ministère, Insee (Annuaire statistique de la France). En outre, l'année 2006 verra la transmission à l'OCDE de données sur les dépenses de protection sociale nettes des prélèvements, élaborées en liaison avec le bureau « Études structurelles et évaluation ».

Amélioration de la méthodologie et de l'organisation informatique des comptes de la protection sociale

A l'occasion des travaux sur la base 2000 lancés par l'Insee, la Drees a engagé en 2005 une réflexion de fond sur les procédures d'élaboration et de gestion des comptes, menée conjointement avec le DMSI, et en collaboration avec nos partenaires au sein du réseau des comptes nationaux (Insee, DGCP, DGTPE), ainsi qu'avec la DSS.

Cette réflexion a conduit, à la mi-2005, à la réalisation d'une prestation d'assistance à maîtrise d'ouvrage pour l'informatisation de la gestion des comptes de la protection sociale, dont la première étape est scindée en deux phases :

- *phase 1 : analyse de l'existant, rédaction de spécifications fonctionnelles de l'application,*
- *phase 2 : rédaction d'un cahier des charges en vue de la réalisation de l'application cible (objectifs et contraintes).*

La première étape est achevée et a permis de lancer la seconde en fin d'année 2005, avec pour objectif de pouvoir démarrer le développement de l'application au printemps 2006. Les deux systèmes coexisteront jusqu'à la campagne 2007, l'objectif pour 2006 étant de parvenir à développer le cœur de l'application (stockage et sécurisation des comptes sous forme d'une base de données relationnelle), les modules additionnels pouvant être réalisés l'année suivante.

L'écriture des spécifications fonctionnelles de la future application revêt une importance particulière, en ce sens qu'elle permet également de procéder à un travail de documentation des travaux des comptes qui pourra prendre la forme d'un document technique et contribuera à la transmission du savoir-faire.

Rétropolation des comptes de la protection sociale en base 2000

La réropolation des comptes de la protection sociale en base 2000 sera engagée à fin 2006. Certains choix méthodologiques devront être faits, afin de déterminer la profondeur d'historique réalisable en fonction du niveau d'agrégation souhaité. Une option a priori consisterait à s'efforcer d'atteindre le niveau d'agrégation produit lors de la précédente réropolation (groupements de régimes, premier niveau de détail de la nomenclature des opérations comptables, prestations sociales par risque).

Ce travail donnera lieu à la publication d'un E&R (quatrième trimestre 2006).

Travaux pour EUROSTAT - SESPROS :

La fourniture de données à EUROSTAT sera poursuivie, de même que la participation aux travaux méthodologiques menés lors des groupes de travail qui préparent la mise en place du futur règlement européen SESPROS.

Les contributions de la Drees se décomposent en trois éléments :

- alimentation de la base de données SESPROS avec les données détaillées de la base 2000 (septembre)
- réponse au module « bénéficiaires de pensions »
- réponse au « questionnaire qualitatif ». Cette année, la Drees recevra un soutien d'Eurostat, sous la forme de crédits de traduction. A cette occasion, le descriptif des régimes de protection sociale français sera complété et mis à disposition d'Eurostat en langue anglaise.

- **Comptes de la santé**

Travaux courants en nouvelle base :

La campagne des comptes se déroulera en suivant le calendrier des comptes nationaux. A partir des comptes de l'année 2005, il faudra tenir compte de la mise en place de la tarification à l'activité et la nomenclature des actes médicaux dite « tarifante » et de leurs incidences sur les variations en valeur, volume et prix.

Compte provisoire 2005 :

Réalisation fin février 2006 de la santé non marchande (en concertation avec la DGTPE)

- Fourniture en mars 2006 à l'Insee de la santé marchande (en date de remboursement).
- Présentation du compte provisoire 2005 (en date de soins) à la Commission des comptes de la santé qui se tiendra en juillet 2006.

Publications :

- *Études et Résultats et document de travail (juillet),*
- *Article pour « France portrait social » (échéance fin août, publié en octobre)*
- *Rédaction d'une partie de l'annexe 7 du PLFSS (évolution de la dépense nationale de santé et modes de prise en charge de cette dépense).*

Compte semi-définitif 2005 :

- Élaboration en novembre 2006 pour le secteur public hospitalier, en collaboration avec la DGCP et l'INSEE
- Fourniture à l'Insee en décembre 2006 / janvier 2007 pour la santé marchande.

Compte définitif 2004_ : en octobre 2006.

Ce compte comprendra notamment la fourniture d'un indice de volume pour la santé non marchande (Hôpital Public) qui sera fondé, selon les recommandations d'Eurostat, sur la base de

l'output (évaluation du volume des produits hospitaliers fondé sur le PMSI) et non plus à partir du coût des facteurs de production¹.

Comptes par pathologie et prévention élargie

En s'appuyant sur le rapport que l'Irdes rendra à la fin 2005, ce travail vise à actualiser, pour l'année 2002, les comptes de la santé par pathologie et le volet « dépenses de prévention comprises dans la consommation de soins et de biens médicaux » (s'ajoutant à la refonte de la prévention déjà réalisée à l'occasion du changement de base des comptes nationaux de la santé).

Ces travaux donneront lieu à la publication d'un ou plusieurs « Études et Résultats ».

Échéance : 1^o trimestre 2006.

Méthodologie de la base 2000 :

Un document de travail sur la méthodologie détaillée des comptes de la santé en base 2000 sera publié au premier trimestre 2006. Il reprendra la réflexion menée sur le partage volume – prix dans les comptes pour le secteur public hospitalier et la nouvelle évaluation des dépenses de prévention en base 2000.

Échéance : 1^o trimestre 2006.

Rétropolation des comptes de la santé en base 2000

- réropolation du financement sur la période 1995-2005 pour la Commission des comptes
- réropolation depuis 1960 pour l'automne 2006. Cette réropolation donnera lieu à la publication d'un E&R.

Fourniture de données à l'OCDE (Eco santé), à EUROSTAT et à l'OMS

Pour Eco santé (OCDE), les données seront tout d'abord fournies en base 2000 pour la période 2002-2004, en signalant la rupture liée au changement de base (échéance : février 2006). Dans un deuxième temps, quand la réropolation sera réalisée, une série complète en base 2000 sera transmise.

Par ailleurs, on répondra au nouveau questionnaire commun OCDE – Eurostat – OMS, basé sur le système SHA (*Social Health Accounts* ; échéance : mars 2006).

¹ Cet indice de volume ne peut être produit pour les comptes « provisoire » et « semi-définitif » en raison du calendrier de disponibilité des données.

MODÉLISATION CONJONCTURELLES ET PREVISIONS

A) Allocataires des minima sociaux

- **Modélisation de l'évolution conjoncturelle des dépenses d'assurance maladie**

Les travaux de modélisation des dépenses d'assurance maladie seront poursuivis en 2006. Une nouvelle version du modèle de prévision doit être réestimée au premier trimestre 2006 en raison des ruptures de séries dans les données fournies par la Cnamts². Ces travaux seront utilisés pour éclairer le Comité d'alerte sur les dépenses d'assurance maladie, en donnant une grille d'analyse systématique des dépenses en 2005 (partage volume prix, contribution des facteurs macro économiques) et en identifiant qualitativement l'impact possible de ces facteurs pour l'année 2006. Ces travaux pourront également donner lieu à la publication d'un E&R.

Afin de suivre les évolutions conjoncturelles des dépenses, il conviendra d'assister aux réunions mensuelles de conjoncture organisées par la Cnamts, conjointement avec le bureau BDSRAM.

Échéance : selon le rythme de réunion du comité d'alerte (*a priori* fin avril 2006)

- **Modélisation de l'effectif des bénéficiaires du RMI**

Le bureau Comptes et prévisions d'ensemble poursuivra la collaboration avec le bureau « Lutte contre l'exclusion » et la Cnaf qui permet de publier chaque trimestre un point sur l'évolution conjoncturelle du RMI (Études & Résultats) et un bilan annuel.

Des exercices de prévisions du nombre des bénéficiaires du RMI sont réalisés aux deuxième et quatrième trimestres.

Une nouvelle modélisation du RMI sera mise en chantier.

Échéance : 2^{ème} trimestre 2006.

- **Modélisation de l'effectif des bénéficiaires de l'allocation de solidarité spécifique (ASS)**

Une concertation avec la DARES déterminera les modalités de la poursuite des travaux réalisés par la DREES sur ce sujet en 2004.

- **Modélisation de l'effectif des bénéficiaires de l'allocation de parent isolé (API)**

Le bureau « Comptes et prévisions d'ensemble » et le bureau « Démographie et famille » réaliseront des travaux d'amélioration du modèle relatif à l'effectif des bénéficiaires de l'API.

Échéance : 1^{er} trimestre 2006.

² En effet, suite au transfert de certaines dépenses de LPP (liste des produits et prestations sanitaires) et de médicaments des soins de ville vers l'hôpital, les séries ont été rebasées mais uniquement à partir de janvier 2003, d'où une rupture de série à cette date.

- **Retour à l'emploi des allocataires du RMI et de l'ASS**

A partir du fichier historique des demandeurs d'emploi, on étudiera les spécificités du retour à l'emploi des allocataires du RMI et de l'ASS. L'accès aux données du fichier se fera dans le cadre d'une convention ANPE-Drees.

Cette étude se fera en concertation avec le bureau « Lutte contre l'exclusion » qui mène une *analyse des flux annuels d'entrées et sorties par rapport aux dispositifs de minima sociaux* à partir de l'échantillon Eniams.

Des contacts sont en cours avec l'ANPE afin de déterminer les modalités et les délais d'accès au fichier historique.

B) Dépenses d'assurance maladie

(en collaboration avec le bureau Dépenses de santé et relations avec l'assurance maladie)

- **Partage prix-volume des dépenses de médicaments**

Le rapport CNIS souligne la difficulté à faire la part entre l'évolution des prix et celle des volumes dans les dépenses de médicaments à l'hôpital. Le bureau BDSRAM animera un travail en la matière confié à une équipe de recherche et adossé à un groupe de travail auquel participeraient le bureau BCPE, la Cnamts, la DGTPE et l'Insee.

Échéance : fin 2006

- **Partage prix-volume des actes et honoraires**

Le bureau BCPE assurera le secrétariat d'un groupe de travail sur le partage prix-volume des actes et honoraires, en coopération avec le bureau des professions de santé, le bureau BDSRAM, la Cnamts, la DGTPE et l'Insee.

Échéance: 2^{ème} trimestre 2006.

- **Évolution récente des indemnités journalières**

Une étude spécifique sera menée sur l'évolution des indemnités journalières entre 2003 et 2005. Un des objectifs pourrait être de justifier nos affirmations sur le lien possible en 2004 entre la création de la retraite anticipée et la baisse des indemnités journalières de maladie. Cette étude pourra s'insérer dans une étude plus large de l'évolution des dispositifs de protection sociale des personnes de 55 ans et plus.

Échéance : 2^o trimestre 2006.

ANALYSES MACRO-ECONOMIQUES

- **Finances sociales à moyen terme**

Il s'agit d'un exercice de projection à l'horizon 2010 des comptes des administrations de sécurité sociale, réalisé dans le cadre de la préparation du PLFSS, qui prévoit désormais la remise d'un rapport annexé sur les projections à quatre ans des comptes de l'ensemble des régimes entrant dans le champ des lois de financement de la sécurité sociale, cohérentes avec la programmation pluri-annuelle des finances publiques annexée au projet de loi de finances.

Échéance : septembre 2006.

- **Analyse macro-économique et sectorielle des différents segments du système de santé et des dépenses y afférant**

On ouvrira en 2006 un cycle de travaux sur les aspects macro-économiques des politiques de régulation des systèmes de santé, en insistant sur les effets différents de ces politiques selon le type de dépense de santé concerné (hôpital, honoraires, médicaments...) et selon l'horizon considéré (court / moyen / long terme).

Une première étape consistera en une revue de littérature décrivant **les caractéristiques des différents secteurs de la santé** (poids dans le PIB, dans l'emploi et dans les budgets des ménages, évolution de la productivité, degré d'exposition du secteur à la concurrence internationale, impact sur les finances publiques, dynamique respectives des financements publics et privés des dépenses de santé...).

Échéance : 2^o trimestre 2006.

A l'aide d'un modèle macroéconomique, on réalisera ensuite, via une convention avec un organisme extérieur, des simulations de mesures de politiques de santé, telles qu'une diminution de la part des dépenses de santé prises en charge par l'assurance maladie publique. Ces simulations seront réalisées séparément pour chaque secteur de santé, en prenant en compte les caractéristiques mises en évidence dans la première étape.

Échéance : 3^o trimestre 2006.

On réalisera également une étude comparative des différents types de modèles existants (modèle macroéconomique conjoncturel, modèle d'équilibre général, modèle sectoriel...), et on étudiera la possibilité d'intégrer un module décrivant un secteur de santé au sein d'un de ces modèles.

Échéance : 3^o trimestre 2006.

On réalisera une description fine d'un secteur particulier de la santé, en cherchant notamment à intégrer des aspects microéconomiques, comme l'interaction entre les agents ou les interactions possibles avec les autres secteurs de la santé. Ce travail prendra la forme d'une revue de littérature et pourra s'appuyer sur des études prévues en 2006 par d'autres bureaux de la Drees.

Échéance : fin 2006 - début 2007.

- **Évaluation du rôle stabilisateur des revenus de remplacement**

Cette étude traite le cas des dépenses liées à la perte d'emploi dans un sens large (indemnités journalières, allocations chômage, minima sociaux). L'objectif est d'estimer le rôle de stabilisateur joué par ces types de revenus, couvrant ainsi un champ plus large que les seules indemnités du chômage. Des résultats préliminaires ont été obtenus à partir des données rétro-polées en base 1995 des comptes de la protection sociale. Le travail se poursuivra à partir des comptes trimestriels et des données administratives.

Échéance : 1^o trimestre 2006.